

Burundi : des milliers de manifestants pour protester contre un rapport de l'ONU

@rib News, 10/02/2018 – Source AFP Des milliers de personnes (photo) ont manifesté samedi à l'appel de la mairie de Bujumbura contre le récent rapport du secrétaire général de l'ONU sur le Burundi, très critique envers la révision programmée de la Constitution.

"Nous sommes ici pour dénoncer le rapport du secrétaire général de l'ONU sur le Burundi, dans lequel il a menti énormément en parlant de notre pays. Je vous appelle à le huer très fort", a lancé à plusieurs reprises l'animateur officiel au micro, sous les huées et quolibets de la foule. Plusieurs pancartes dénonçaient "le travail sans valeur" de l'envoyé spécial de l'ONU, Michel Kafando, accusé de travailler dans l'intérêt de certains pays européens, une référence à la Belgique, l'ancienne puissance coloniale et principal pourvoyeur d'aide pour le Burundi, qui est l'une des bêtes noires de Bujumbura. Plusieurs pancartes et slogans faisaient également référence à "la souveraineté du Burundi et son peuple", devenu le leitmotiv des autorités depuis le début, en avril 2015, de la crise politique que traverse ce pays. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a critiqué la volonté persistante des autorités burundaises de réformer la Constitution sans tenir compte des avis de l'opposition, dans un rapport remis aux 15 membres du Conseil de sécurité. "Le gouvernement continue de chercher des amendements constitutionnels qui exacerbent les tensions avec l'opposition", a relevé Antonio Guterres dans ce document obtenu par l'AFP. "Même si le Burundi a un droit souverain à amender sa Constitution, je pense fermement qu'un processus aussi important doit être conduit d'une manière inclusive afin d'obtenir une participation et un consensus les plus larges possibles parmi les acteurs clés de la vie politique" dans ce pays, a-t-il précisé dans ses recommandations. Le Burundi est plongé depuis fin avril 2015 dans une grave crise politique née de la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. Un référendum prévu en mai propose une révision de la Constitution qui permettrait à Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans. Cette crise a déjà fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés selon la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête notamment pour crimes contre l'humanité.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});